

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Restructuration du COD de la préfecture de l'Ardèche

Catégorie opération 2



5, RUE PIERRE FILLIAT
07000 PRIVAS

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	10/03/2026	Plan Général de coordination
2	20/03/2026	Retour MOA

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	12
2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	13
2.7 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	14
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	15
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	15
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	16
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	17
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	17
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	17
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	18
3.5.1 Présence d'amiante	18

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	19
3.5.3 Travaux divers	19
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES	19
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	20
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	21
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ	22
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	22
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	23
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	24
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	24
5.2 CANTONNEMENTS	24
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	25
5.3.1 Mise en place bungalows	25
5.3.2 Cantonnement à étages	25
5.3.3 Installation électrique	25
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	26
6.1 ORGANISATION	26
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	26
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	27
6.2.2 Interdiction de fumer	27
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	28
7.1 PPSPS	28
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	28
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	28
8 Annexes	29
Pré DHOL	29
Panneau : En cas d'accident	29

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

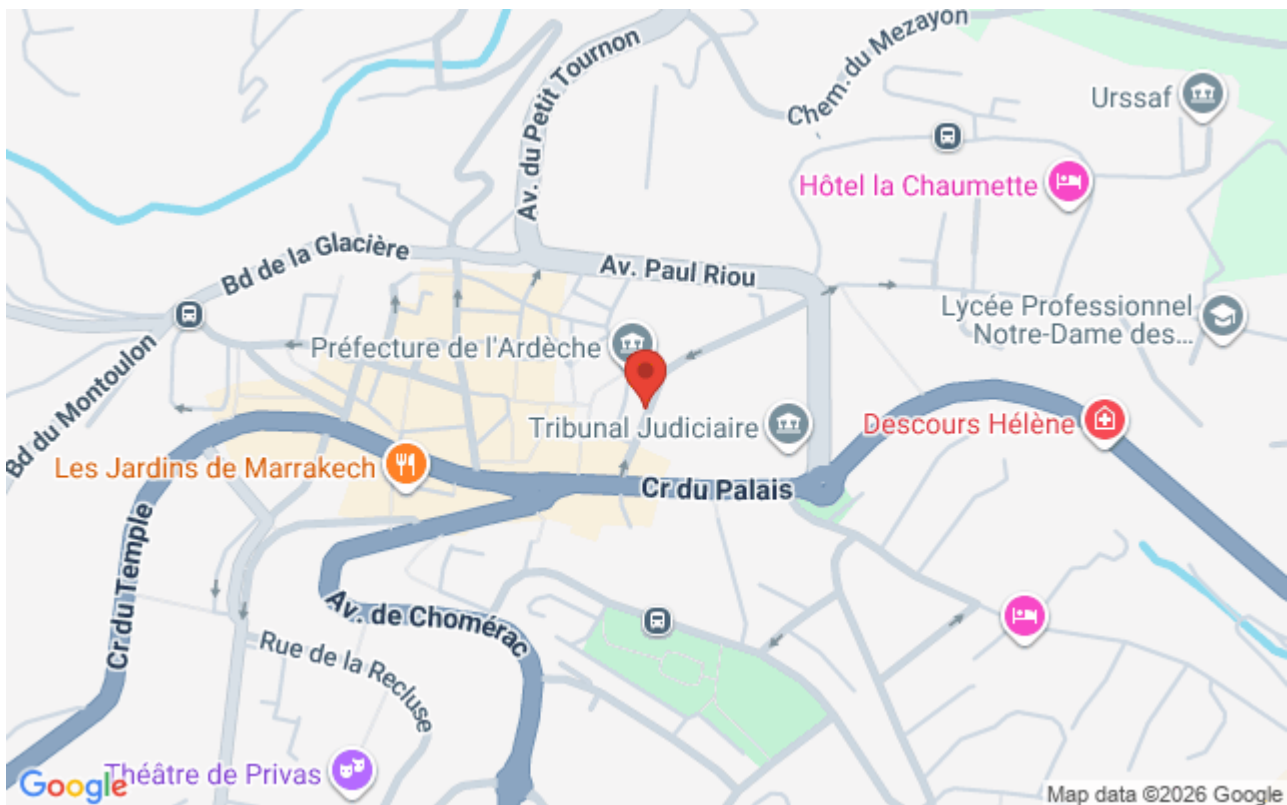
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

Restructuration du COD de la préfecture de l'Ardèche

Restructuration du COD (Centre opérationnel Départemental) de la préfecture de l'Ardèche

5, RUE PIERRE FILLIAT
07000 PRIVAS



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Travaux préparatoires : démolition. Puis réaménagement de l'aile Nord du 3ème étage du bâtiment A pour accueillir le COD.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

R+3

Nature de la couverture / toiture

en Pente, couverture tuiles

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	PREFECTURE DE DEPARTEMENT ARDECHE RUE PIERRE FILLIAT 07000 PRIVAS	TEL : 04 75 66 50 00
Maître d'Oeuvre	EUTOPIA ARCHITECTURE 10 Rue Marius Patinaud 42000 SAINT-ETIENNE	TEL : 04 77 46 15 22
Bureau d'étude	COGIFLUIDE 51 Rue Sibert Parc Novaciéries Bât.54 42400 SAINT CHAMOND	TEL : 04 77 25 70 00
Bureau d'étude	BOST INGENIERIE 1997 rue Jean Rostand 42350 LA TALAUDIERE	TEL : 0477430190
Bureau d'étude	ACOUPHORE Bourbière 73800 LES MOLLETES	TEL : 06.81.60.22.24
Economiste	MD-ECOBAT 42 boulevard Antonio Vivaldi 42000 ST ETIENNE	
Inspection du travail	Inspection du travail DIRECCTE 07 7 boulevard du Lycée 07000 PRIVAS	TEL : 04.75.66.53.00
OPPBTP	OPPBTP 1, rue des Tropiques - Bâtiment B Cassiopée - 1er étage 38130 ÉCHIROLLES	TEL : 04 76 46 92 68
CARSAT	CARSAT Allée du concept 26500 BOURG LES VALENCE	TEL : 04 75 83 91 40
Pompier	POMPIERS	TEL : 18 / 112
SAMU	SAMU	TEL : 15 / 112

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - SERRURERIE
- N°02 - PLATRERIE / FX-PLAFOND / PEINTURE / MENUISERIE BOIS
- N°03 - SOLS SOUPLES
- N°04 - ELECTRICITE
- N°05 - PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 07/09/2026 pour une durée de 5 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 8.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux.

2.4 AMIANTE

AMIANTE DTA (Dossier Technique Amiante) référence :

2023-06640 Bâtiment A / Date du repérage : 06/09/2023

2025-11245 / Date du repérage : 12/11/2025

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

2023-06640 Bâtiment A / Date du repérage : 06/09/2023, Page 6 du DTA

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante : Bâtiment A RDC - Local de l'amical Toutes Absence de clef Bâtiment A RDC - Chaufferie Toutes Absence de clef Bâtiment A R+1 - Bureau 102 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+1 - Bureau 100 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+2 - Bureau 202 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+2 - Bureau 203 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+2 - Bureau 204 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+2 - Bureau 205 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+2 - Bureau 206 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+2 - Bureau 207 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+2 - Bureau 208 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+2 - Bureau 209 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+2 - Sanitaires 221 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+2 - Bureau 210 Toutes Absence de clef Bâtiment A R+3 - Chef du BPO Toutes Absence de

clefBâtiment A R+3 - Bureau 314 Toutes Absence de clefBâtiment A R+3 - Local serveur 315 Toutes Absence de clefBâtiment A – Toitures Toutes Pas d'accèsBâtiment A R+3 - Local serveur 316 Toutes Absence de clef
Certains locaux, parties de locaux ou composants n'ont pas pu être sondés, des investigations approfondies doivent être réalisées afin d'y vérifier la présence éventuelle d'amiante. Les obligations réglementaires du (des) propriétaire(s) prévues aux articles R.1334-15 à R.1334-18 du Code de la Santé Publique, ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 Décembre 2012 (Listes "A" et "B")

2025-11245 / Date du repérage : 12/11/2025, page 7

3.2.6 Le périmètre de repérage. Descriptif des pièces visitées :

R+3 - Bureau 314 R+3 - Bureau 312 R+3 - Couloir R+3 - Local LT R+3 - Cage d'escalier R+3 - Repro R+3 - Stockage R+3 - Bureau 1 R+3 - Bureau 2 R+3 - Bureau 3 R+3 - Salle informatique

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)		Base vie installée dans locaux du R+3	• LOT 02	• LOT 02
Clôture	A définir en concertation avec la MOE	Selon projet de PIC	• LOT 02	• LOT 02
Portail et portillon	A définir en concertation avec la MOE	Selon projet de PIC	• LOT 02	• LOT 02
Homme trafic		Entrées et sorties de chantier	• Chaque entreprise	• Chaque entreprise
Dévoisement voirie publique	A définir en concertation avec la MOE	Selon projet de PIC	• LOT 02	• LOT 02
Signalisation	Panneaux réglementaires type "Chantier interdit au public", "Port des EPI obligatoire" ... etc	Sur les portails d'accès au chantier	• LOT 02	• LOT 02
Création de voie publique	A définir en concertation avec la MOE			
Grue et engin de levage	Grue à tour au besoin	Selon projet de PIC	• LOT 02	• LOT 02
Divers	Goulotte de chantier pour évacuation des gravats de démolition	Selon projet de PIC depuis le R+3	• LOT 02	• LOT 02

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre, sur simple demande du coordonnateur SPS, pourront décider de faire procéder aux actions correctrices par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	A définir en concertation avec la MOE	• LOT 02	• LOT 02
Accès secondaire	A définir en concertation avec la MOE	• LOT 02	• LOT 02
Gardiennage	A définir en concertation avec la MOE	• LOT 02	• LOT 02
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP propre à chaque salarié	• Chaque entreprise	• Chaque entreprise
Badge	A définir en concertation avec la MOE		
Liste du personnel	Liste du personnel à tenir à jour dans les bureaux de chantier	• Chaque entreprise	• Chaque entreprise

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre, sur simple demande du coordonnateur SPS, pourront décider de faire procéder aux actions correctrices par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil			• LOT 02	• LOT 02
Aire de livraison	Horizontale et sécurisé	• Selon projet de PIC	• LOT 02	• LOT 02
Aire de stationnement	Le stationnement des VL se fera à l'extérieur du chantier, dans le strict respect du code de la route.	• Stationnements publics	• LOT 02	• LOT 02
Signalisation	Signalétique des sens de circulation et règles de priorité, traversé piétonne de voirie	Selon projet de PIC	• LOT 02	• LOT 02
Homme de manœuvre	Personnel désigné par chaque entreprise concernée		Entreprise concernée	Entreprise concernée

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Retour MOA : Les Ouvriers pourront accéder le matin et en fin de journée sur le chantier via l'escalier central de la préfecture. Une attention particulière sera demandée aux entreprises pour garder les locaux propres pendant la durée des travaux.		• LOT 02	• LOT 02

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Protection accès chantier	Barrières sécurisées	Autour des installations extérieures	• LOT 02	• LOT 02
Cheminement sur chantier	Cheminements propres et dégagés en permanence de tous stockage.	Selon projet de PIC	• LOT 02	• LOT 02
Eclairage	Eclairage de chantier intérieur et extérieur	Toute zone de circulation horizontale et verticale	• LOT 02	• LOT 02
Signalisation	Panneaux indiquant les étages, les noms de bâtiment, les cheminements	Chaque bâtiment, chaque étage	• LOT 02	• LOT 02
Lift/ascenseur/monte-charge	1 lift ou monte charge en façade	Selon projet de PIC	• LOT 02	• LOT 02
Auvent protection accès	Platelage de protection au-dessus de chaque accès de bâtiment		• LOT 02	• LOT 02

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue à tour	Aux besoins	• LOT 02	Chaque lot nécessitant des livraisons en étage	

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Recettes à matériaux		<ul style="list-style-type: none"> LOT 02 	Chaque lot nécessitant des livraisons en étage	
Lift/ascenseur/monte-charge	1 lift ou monte charge en façade	<ul style="list-style-type: none"> LOT 02 	Chaque lot nécessitant des livraisons en étage	
Camion auto-déchargeable	A définir dans le PPSPS	Entreprise le nécessitant	Entreprise le nécessitant	
Chariot élévateur	A définir dans le PPSPS	Entreprise le nécessitant	Entreprise le nécessitant	
Transpalette/chariot	A définir dans le PPSPS	Entreprise le nécessitant	Entreprise le nécessitant	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Si besoins d'installer une grue à tour, l'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

En cas de mise à disposition de matériel (grue, échafaudage, etc.), l'entreprise "prêteuse" devra réaliser une convention de prêt avec l'entreprise "emprunteuse" afin de déterminer les conditions du prêt. La convention est signée des deux parties.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

LOT 02

Lot chargé de l'entretien

LOT 02

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
-------------	--------------	-----------	--------------------------	--------------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tout les postes de travail	Quotidienne	• Chaque entreprise	• Chaque entreprise
Bennes avec tri	Suivant PIC : bennes stockées sur l'aire de livraison	Rotation à 75% du remplissage	• LOT 02	• LOT 02
Goulotte	Goulotte de chantier pour évacuation des gravats de démolition	Selon projet de PIC depuis le R+3	• LOT 02	• LOT 02

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par le lot logistique, aux frais et sous la responsabilité de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

TOUT LES LOTS

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).

- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.3 Travaux divers

Risque incendie : Prendre contact avec le SDMIS pour définir les points d'accès au chantier des engins de secours (fourgons incendie, grande échelle ...) et les points d'eau pour les Pompiers

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Tous travaux avec points chaud		<ul style="list-style-type: none"> - 1 extincteur / étage - Demande de permis Feu - Nettoyer son poste de travail, en particulier évacuer tous matériaux combustible - 1 extincteur à porter de min de tous poste de travail par point chaud - Formation du personnel à l'utilisation des extincteurs - Arrêter les travaux par points chauds 2 heures avant de quitter le chantier 	
Bruit	Ensemble du chantier	Toutes les entreprises	Privilégier l'emploi d'outillage générant le moins de bruit possible. Maintenir les capotages insonorisant (protections collectives) fermés.	Chaque entrepreneur doit fournir les protections individuelles adaptées à son personnel

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Sans objet.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	------------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	Garde-corps de hauteur > 1m avec plinthe et lisse intermédiaire	• LOT 02	• LOT 02
Trémie petite dimension	Obturation d'épaisseur suffisante rigide (résistant au passage des salariés) et fixée mécaniquement.	• LOT 02	• LOT 02
Trémie grande dimension	Garde-corps de hauteur > 1m avec plinthe et lisse intermédiaire	• LOT 02	• LOT 02
Châssis en façade sur allège < 1m	Garde-corps de hauteur > 1m avec plinthe et lisse intermédiaireOUAprès pose des menuiseries, verrouillage des menuiseries (obturateur sur carré ou équivalent) avec affichage interdisant l'ouverture	• LOT 02	• LOT 02
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Garde-corps de hauteur > 1m avec plinthe et lisse intermédiaireOUAprès pose des menuiseries, verrouillage des menuiseries (obturateur sur carré ou équivalent) avec affichage interdisant l'ouverture	• LOT 02	• LOT 02
Balcon	Garde-corps de hauteur > 1m avec plinthe et lisse intermédiaire	• LOT 02	• LOT 02
Couverture en pente	Garde-corps hauteur 1,10 m équipé lisse, sous-lisse, plinthe	• LOT 05	• LOT 05

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les salariés utilisant un moyen de levage doivent être formés.Stabilité, portance et planéité du sol à vérifier avant installation d'un échafaudage, utilisation d'un moyen de levage.

Pour les échafaudages, fournir:- Etude d'adéquation,- PV de conformité de montage,- PV de mise à disposition signé entre les entreprises utilisatrices,- Note de calcul obligatoire pour hauteur supérieur à 24 m,- Affichage en pied d'échafaudage du PV de montage.

Les échafaudages devront être conformes à la recommandation R408 de la CNAM.

Pour les nacelles, manuscopiques... fournir:- Etude d'adéquation,- Vérification périodique de l'engin

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage intérieur	En intérieur		<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise
Engin manutention aérien	Grues à tour		<ul style="list-style-type: none"> LOT 02 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 02 	<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale		Préparation de chantier	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04
Armoire générale		Au démarrage des travaux	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04
Alimentation cantonnement		Au démarrage des travaux	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04
Alimentation grue à tour		Au démarrage des travaux	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04
Alimentation équipement manutention verticale		Elevation	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04
Armoires secondaires	La distance entre le poste de travail et les coffrets ne doit pas excéder 25 m. Minimum 1 coffret par niveau y compris sous sol et vide sanitaire. Les armoires électriques doivent être verrouillée, l'accès est réservé aux personnes habilitées.	A l'avancement	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage circulation verticale	Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre	A l'avancement	• LOT 04	• LOT 04
Eclairage circulation horizontale	Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre	A l'avancement	• LOT 04	• LOT 04
Eclairage de secours	En sous-sol	A l'avancement	• LOT 04	• LOT 04
Eclairage poste de travail	Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre	A l'avancement	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

La superposition des tâches est interdite.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Démolitions intérieures	• LOT 02	Consignations électriques préalables aux travaux	Remise d'un PV de consignation à l'ensemble des intervenants	• LOT 04

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Toutes les entreprises	Toutes interventions en hauteur	Mise en place de protection collective	Garde-corps

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le /date/ Monsieur XXXX Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE a réalisé une visite d'Inspection commune avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et de l'entreprise générale conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail :Au cours de cette visite les points suivants ont été évoqués :

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Environnement du chantier	Chantier en centre ville	Horaires livraisons	<ul style="list-style-type: none"> Organiser vos livraisons avec le DHOL (document harmonisé d'organisation des livraisons) 	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les entreprises
Interférence avec activité du site	Bâtiment RDC R+1 et R+2	Site occupé accueillant du public au RDC	Séparation des flux entre le chantier et le site	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les entreprises

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

5.2 CANTONNEMENTS

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	8	Selon projet de PIC aux R+3	Bancs, armoires individuelles (double compartiment), ventilation, éclairage, chauffage. Vestiaires séparés si présence de personnel féminin.	• LOT 02	• LOT 02	• LOT 02
Réfectoire	8	Selon projet de PIC aux R+3	Tables, bancs, réfrigérateurs, micro-ondes, eau potable (à raison de 3 l/jour/personne), ventilation, éclairage, chauffage.	• LOT 02	• LOT 02	• LOT 02
Sanitaires	8	Selon projet de PIC aux R+3	Ventilation, éclairage, chauffage, lavabos, eau chaude (avec mitigeur), consommables.	• LOT 02	• LOT 02	• LOT 02
Sanitaires sur chantier	8	Selon projet de PIC aux R+3		• LOT 02	• LOT 02	• LOT 02
Salle de réunion	8	Selon projet de PIC aux R+3		• LOT 02	• LOT 02	• LOT 02

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement faire appliquer les dispositions prévues ci-dessus aux frais de l'entreprise défaillante.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

SANS OBJET PAS DE POSE DE BUNGALOWS PRÉVU

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	<ul style="list-style-type: none"> LOT 04 	<p>LOT 04, soit par un organisme accrédité, soit par une personne qualifiée appartenant à l'entreprise et dont la compétence est appréciée par l'employeur au regard de critères énoncés dans un arrêté du ministre chargé du travail et du ministre chargé de l'agriculture.</p> <p>Références réglementaires (code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Articles R4226-14 à 21 - Articles R4722-26 à 29 - Arrêté du 21/12/2011 - Arrêté du 26/12/2011

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence		Chaque employeur devra mettre à disposition du chef de chantier (ou chef d'équipe) un téléphone professionnel GSM permettant de prévenir les services de secours en cas d'urgence.		
Liaison avec les secours		Suivant la procédure SST, la personne ayant déclencher l'alerte désignera une personne pour accueillir et diriger les services de secours jusqu'au lieu de l'événement.		
Accès secours	Entrée du chantier			
Trousse de secours		Chaque entreprise doit avoir dans son véhicule une trousse de secours.		
Défibrillateur	HOTEL DE VILLE 4 Place de l'hôtel de ville 07000 PRIVAS	Vérifier sa présence	Afficher l'adresse dans la base vie et sur le chantier	<ul style="list-style-type: none"> LOT 02
Extincteur cantonnement	Base Vie		Affichage	<ul style="list-style-type: none"> LOT 02
Extincteur chantier	au plus proche du poste de travail			Chaque lot travaillant par point chaud

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Interdiction de consommer de l'alcool sur le chantier.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

Restructuration du COD de la préfecture de l'Ardèche

5, RUE PIERRE FILLIAT
07000 PRIVAS

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Pré DHOL



Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité - (DHOL)

Maître d'ouvrage PREFECTURE DE DEPARTEMENT ARDECHE
Affaire Restructuration du COD de la préfecture de l'Ardèche
N° d'affaire 3100094212
Coordonnateur Gael BAJAS

Chrono RJC
Chrono document 2
Date
Nombre de page(s) 1
Catégorie 2

Partie à remplir par le CSPS

Adresse chantier: 5, RUE PIERRE FILLIAT
07000 PRIVAS

Coordonnées GPS: longitude : 4,59952900 / latitude : 44,73523900

Contraintes horaires de livraisons ☐ Oui
☐ Non

Quai de déchargement ☐ Oui
☐ Non

Autres renseignements

utiles (contraintes administratives,..)

Moyens mutualisés de levage
et manutention (cf. PGCSPS)

Partie à renseigner par l'entreprise

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Nom du réceptionnaire :

Coordonnées du réceptionnaire :

Plages horaires de livraisons

Présence d'un chef de manœuvre ☐ Oui

☐ Non

Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion d(m) :
h(m) :

☐ Charge utile de la recette à matériaux
(le cas échéant)

Appareil de levage utilisé pour l'opération ☐ Grue de chargement

☐ Appareil propre au chantier **Type :**

☐ Appareil à la charge du fournisseur **Type :**

Autres renseignements utiles

8.2 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: PRIVAS
RUE :5, RUE PIERRE FILLIAT

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.75.82.12.11 .